

**Susan George**

Ecrivain, Politologue, Vice-Présidente d'ATTAC France.

Entretien réalisé le 10 décembre 2004 à son domicile, Paris.

*Christophe Schaeffer :*

*Mon but, avec cet entretien, est d'avoir le souci d'interroger le plus clairement possible quelques notions qui relèvent du domaine de la philosophie politique à partir desquelles nous pourrions tenter de proposer une réflexion sous l'angle de la séparation.*

*Contrairement à ma façon habituelle d'aborder ces entretiens, je vais ici beaucoup intervenir, notamment par souci didactique et en voulant voir présupposer le moins de connaissances possible dans un domaine - la philosophie politique - où beaucoup de notions sont employées sans que l'on sache précisément à quoi elles renvoient historiquement.*

*A ce titre, j'espère que cette façon d'aborder l'entretien vous permettra d'engager au mieux votre pensée.*

*Je commencerai avec une question d'ordre général qui pourrait nous servir de tremplin.*

*Le mondialisme économique ou mondialisation, c'est-à-dire le processus capitaliste libéral par lequel le marché est élargi au monde entier, se trouve-t-il nécessairement « séparé » d'une dimension sociale, notamment d'équité sociale pour les habitants de cette planète ?*

Susan George :

La « mondialisation » ne correspond pas à ce que son nom indique. C'est une notion idéologique qui donne l'impression qu'elle s'applique à

toute la planète, mais en réalité, ce n'est pas le cas. Elle concerne les « meilleurs » de la planète, c'est-à-dire des individus, des firmes, des pays, même des continents pour qui, selon la loi du marché, des centaines de millions de gens sont superflus en termes de capital. Ils ne servent à rien en tant que producteur ou en tant que consommateur. La mondialisation, c'est donc : je prends les meilleurs et je laisse les autres. C'est effectivement quelque chose qui a à voir avec votre idée de *séparation*.

S'agissant maintenant de savoir, à propos de votre question, si la mondialisation est nécessairement anti-sociale, il est évident que le marché n'a que faire d'une activité qui ne peut être transformée en besoin. Un besoin est par définition quelque chose qui doit être rémunéré pour qu'il soit satisfait. Dans cette perspective, le souci du social est inexistant.

Je crois par ailleurs que la notion de social engage la notion de temps. Elever des enfants pour qu'ils deviennent des adultes responsables et bien intégrés dans la société, ne pas laisser mourir les vieilles personnes à la fin de leur vie active sous prétexte qu'elles sont devenues inutiles pour le capital, etc. demande une réflexion et un engagement sur le long terme. La notion de société ou de social englobe une temporalité qui est très différente de celle du marché. Le marché, c'est le présent, c'est l'éternel présent ! Le capital et ceux qui le possèdent n'ont absolument aucun sens de l'avenir. Ils se fichent absolument du passé et de l'avenir sauf si cela peut leur servir à anticiper ou à prévoir ce qui sera le mouvement du dollar et de l'euro aujourd'hui. Le marché est dans le présent, et il ne faut pas lui demander de s'occuper de social en quoi que ce soit, et c'est pour cette raison que lorsque certains parlent de « social de marché », ou de quelque chose de cette nature, c'est d'une indigence crasse !

*Il serait peut-être intéressant de s'arrêter à trois notions importantes qui entrent dans la définition de la mondialisation : « capitalisme », « libéral », « processus » afin de tenter de comprendre la nature de cette séparation .*

*D'abord, le mot capitalisme<sup>1</sup> :*

*L'apparition du mode de production capitaliste est étroitement liée à la libération du travail par rapport à l'esclavage et au servage grâce à quoi le calcul du prix de revient et l'organisation rationnelle de la production deviennent possibles. En reprenant les thèses de Max Weber (L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme), il semblerait impossible de trouver une cause historique déterminée à la naissance du capitalisme. Les causes économiques et technologiques ne peuvent effectivement à elles seules tout expliquer. Il faut que s'y ajoutent des types de conduites particuliers liés à certaines motivations culturelles provoquant le déblocage des mentalités qui fait que l'homme finalement érige le travail en valeur suprême. C'est dans le protestantisme (et plus particulièrement dans le calvinisme) que le système de valeurs propres au capitalisme trouve son apogée. Mais c'est bien évidemment à Karl Marx que nous devons le développement de la théorie du capitalisme la plus élaborée et c'est également à lui et à ses poursuivants qu'on doit attribuer la transformation de l'analyse scientifique en débats idéologico-politiques, dans la mesure où on attribue au capitalisme « tous nos maux ».*

*Jusqu'à présent le capitalisme a traversé trois grandes étapes liées à des révolutions technologiques industrielles et à la modification profonde des rapports entre les classes sociales. La première époque peut être qualifiée de « libre concurrence », liée à la première révolution industrielle. Les exemples les plus parlants sont fournis par la Grande-Bretagne, la Belgique, la France et l'Allemagne avec le développement des branches telles que l'industrie charbonnière, la fonte ou encore la construction des chemins de fer. La deuxième étape - désignée, dans la vulgate marxiste, comme impérialisme - se caractérise, d'une part, par la concentration des capitaux dans les branches les plus expansives (principalement la technologie moderne) en constituant des monopoles ; et d'autre part, par l'organisation de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts. La troisième étape coïncide avec la troisième révolution industrielle après la Seconde*

---

<sup>1</sup> Références tirées dans l' *Encyclopédie Philosophique Universelle*. Publié en IV volumes sous la direction d'André Jacob, Paris, PUF, 1990, « Les notions philosophiques » t. 1, pp. 263-264.

*Guerre mondiale, avec l'avènement de l'électronique, l'énergie nucléaire, l'aéronautique, la construction d'ordinateurs, etc. C'est la période de la formation des trusts et des multinationales dont le pouvoir dépasse parfois celui des Etats. Sur le plan politique, cette nouvelle révolution s'accompagne d'une emprise sur les pays du Tiers Monde et dont l'enjeu suprême, semble-t-il, concerne l'exploitation de leurs potentiels, notamment humains.*

*Les divers auteurs qui écrivent sur le capitalisme lui prédisent soit une disparition à court ou à moyen terme, soit une vie longue à cause de son adaptabilité. Marx lui-même prédisait sa disparition : le capitalisme était anéanti d'une certaine manière par ses propres contradictions.*

*N'entrons pas dans la pensée marxiste à proprement parler, mais selon vous, le capitalisme est-il voué à disparaître ou à perdurer ? Dans un cas comme dans l'autre, sous quelles conditions ? Dans un cas comme dans l'autre, quelles conséquences notamment concernant l'équité sociale entre différentes régions du monde ?*

Il me semble que vous négligez le fait que la situation actuelle n'est plus du tout celle qui correspondait à la révolution industrielle où face à l'impérialisme le rôle des syndicats prenait tout son sens dans la lutte des classes. On connaît aujourd'hui une mutation aussi importante que celle du XIXe siècle, c'est-à-dire quand le capital industriel a pris le pas et le pouvoir sur le capital agricole et quand la ville a conquis la campagne. C'est tout le mouvement qui commence avec les *enclosure act*<sup>2</sup> en Angleterre et qui continue après pendant au moins un siècle et demi. Aujourd'hui, il se passe la même chose entre le capital industriel et la finance. Si les multinationales ont effectivement plus de pouvoirs que beaucoup d'Etats, elles sont elles-mêmes soumises aux pouvoirs de la finance. Et les vraies luttes aujourd'hui se passent sur le plan des

---

<sup>2</sup> Le mouvement de clôture était la cause d'un des plus grands changements du paysage de l'Angleterre rurale. C'était le processus par lequel le système de l'exploitation communale et le règlement des terres arables, des pâturages ouverts, des prés et des pertes (terre non cultivée) aient été graduellement remplacés par un système de gestion privée de terre. Il a impliqué un changement légal et un changement physique. L'élément communal a été supprimé et les membres plus faibles de la société des villages ont été fréquemment désavantagés. Physiquement, les grands champs ouverts, les prés et les pâturages, les étendues de marais, ont été divisés en champs protégés, clôturés ou murés.

monnaies, du papier. On a dématérialisé complètement l'économie. Quand vous voyez les crises financières au Mexique, en Asie, en Argentine, seul le pouvoir du capital financier, aidé par les règles du fonds monétaire suivant en cela le « consensus de Washington », <sup>3</sup> est capable d'entraîner une telle misère. Nous nous trouvons actuellement dans une période extrêmement dangereuse où les Etats-Unis, aussi primitifs sur ce plan que sur beaucoup d'autres, peuvent conduire à une crise du dollar assez rapidement. A mon sens, cette crise pourrait facilement déboucher sur une crise majeure qui ne mettrait pas forcément fin au capitalisme, pas plus que dans les années 30, mais qui mènerait certainement à un genre de régime totalitaire généralisé dans la mesure où ces classes extrêmement riches et privilégiées ne renonceront pas comme ça à leurs avantages et au fait qu'elles dirigent le monde. Je crois qu'une grande mutation viendra par le rôle historique et néfaste des Etats-Unis. La chute du dollar détruirait la sécurité du monde entier, pas seulement celle des plus fortunés, mais celle également d'institutions qui permettent à une société de s'organiser. Cette chute du dollar peut très bien donner « Weimar » à la puissance dix. A l'heure actuelle, je pense vraiment que nous nous trouvons dans une situation extrêmement difficile dont les autorités américaines n'ont absolument pas l'air de se rendre compte, ni de se soucier. Les élections de Bush II, c'est le rideau qui tombe sur les lumières. C'est une mutation historique extrêmement grave...

Face à cela, il y a certes maintenant ce que l'on pourrait appeler une classe ouvrière internationale, mais le capital a parfaitement réussi son affaire en dressant les ouvriers les uns contre les autres, à les faire entrer en concurrence, d'où à mon sens, la responsabilité absolument écrasante

---

<sup>3</sup> La notion de « consensus de Washington » a été créée en 1999 par l'économiste John Williamson. Sous ce nom, il a résumé tout ce qu'il considérait comme consensus actuel entre le Congrès des Etats-Unis, le FMI, la Banque mondiale et d'importantes «fabriques à penser». Dix recommandations politiques formaient ce consensus concernant la «réforme» d'économies en souffrance : 1. La discipline budgétaire ; 2. L'acheminement des dépenses publiques dans des directions qui promettent aussi bien une croissance économique qu'une répartition égale des revenus ; 3. Des réformes fiscales comportant des taux d'imposition maximaux peu élevés et une large assiette fiscale ; 4. Une libéralisation des marchés financiers ; 5. La création d'un cours du change stable et compétitif ; 6. La libéralisation du commerce ; 7. L'abolition des barrières à l'entrée sur le marché et la libéralisation des investissements directs étrangers (égalité de traitement entre les entreprises étrangères et celles du pays) ; 8. Les privatisations ; 9. La déréglementation ; 10. La protection de la propriété privée.

du mouvement social qui n'est probablement pas à la hauteur, et ne sera pas à la hauteur de cette lutte.

*Pourquoi ne pourrait-il pas l'être ? Que faudrait-il faire pour qu'il le soit ?*

Qu'est-ce qu'il faudrait faire ?

Par exemple, il faudrait introduire la taxation internationale. On a un peu avancé sur ce chemin avec le programme d'Attac.<sup>4</sup> Il faudrait contrôler la finance, notamment en fermant les paradis fiscaux, et parallèlement désendetter les pays du sud, annuler leur dette... Il faudrait empêcher le capital de continuer à s'étendre mondialement vers tous les services. Mais le combat est déséquilibré... L'état de nos forces à nous face à ces financiers est faible. Il faut par exemple savoir que la grande maison de courtage Merrill Lynch dont l'activité principale est de gérer l'argent de gens très riches, a recensé sur son site 7 millions 700 000 personnes dans le monde dont la fortune les rend potentiellement intéressants en termes d'investissements. Ces personnes possèdent ensemble 28 trilliards de dollars de livres, de gérables, alors que le PNB du monde est de l'ordre de 45 trilliards ! C'est donc une poignée de personnes qui possède l'argent, et consécutivement des pouvoirs multiples, hard and soft, qu'ils n'hésitent pas à mettre en œuvre. C'est la dialectique des intérêts, la quête du pouvoir...

Le combat face à ces personnes n'est donc pas d'égal à égal. Et ce déséquilibre est accentué par le manque de sérieux de la gauche en politique. Je trouve que c'est la grande tragédie de tous les siècles ! A gauche, on s'occupe de problèmes effectivement éthiques, mais pour ces personnes qui mènent le monde, ces questions sont totalement périphériques. Ils s'en fichent absolument !

---

<sup>4</sup> Fondée en 1998, ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens) promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde.

Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations... Fin 2004, Attac est présente dans une cinquantaine de pays ; Attac France compte 30 000 membres dont 1 000 personnes morales et 215 comités locaux. Il existe une coordination d'élus Attac à l'assemblée nationale, au sénat et au parlement européen.

Je pense qu'il faut également sortir des doctrines de fins dernières, des discussions sur les réformes et les révolutions, pour essayer de vivre l'histoire au jour le jour. Essayons de voir quelles sont les occasions que l'histoire nous présente pour essayer d'approfondir les contradictions, d'obliger ce système à se plier et peut-être même à rompre. Il faut être sans pitié. C'est comme ça que l'on gagne les vrais combats !

A l'heure actuelle, je ne vois pas le sujet, au sens d'une classe ouvrière sujet, qui serait capable de renverser dans la lutte le capitalisme, mais il ne faut pas négliger les progrès : par exemple, Jacques Chirac a porté l'une de nos propositions (ATTAC) aux Nations Unies qui a rencontré un certain accueil, mais la distance qui nous sépare de ce qui pourrait entamer sérieusement ce pouvoir est encore très grande...

*Je voudrais m'arrêter maintenant au mot libéralisme qui entre dans la définition de la mondialisation au sens capitaliste du terme.*

*Entendu comme désignant une doctrine,<sup>5</sup> ce mot a connu diverses variantes. Au sens originel, il s'applique à une doctrine qui s'attache à la liberté politique et à la liberté de conscience. Or au sein du vocabulaire politique courant, ce sens a vieilli. Les idées libérales « classiques » (séparation de l'Eglise et de l'Etat, refus de l'autocratie, de l'inégalité de droit, limitation constitutionnelle du pouvoir ...) sont devenues choses quasiment incontestées au sein des démocraties occidentales. De fait, ce qui appartient au libéralisme est généralement attribué à la démocratie, la démocratie étant le plus souvent assimilée à la démocratie libérale. En d'autres termes, parce que dans le vocabulaire courant le libéralisme politique apparaît consubstantiel à la démocratie, le mot démocratie a, en quelque sorte, effacé le mot libéralisme entendu dans son sens politique.*

*Le terme libéralisme a pris alors une signification davantage économique ou économique-sociale, désignant non plus une doctrine concernant l'organisation et l'exercice du pouvoir politique mais une doctrine concernant les rapports entre l'Etat et l'économie ou plus généralement l'Etat et la société, doctrine favorable à la limitation de l'intervention publique.*

---

<sup>5</sup> Voir également *Encyclopédie Philosophique Universelle, op. cit., t. 1, pp. 1467-1469.*

*Historiquement, pour reprendre le découpage de Léo Strauss, le libéralisme apparaît à l'issue de la première vague de la modernité. Il prend forme aux XVII et XVIII siècles avec Locke, Montesquieu, Adam Smith et se poursuit avec Machiavel et Hobbes en particulier.*

*Ses composantes essentielles - qui sont autant d'idées modernes - sont les suivantes :*

*1) Le libéralisme revendique l'indépendance du politique vis-à-vis du religieux.*

*La religion est considérée comme une affaire privée, elle doit être tenue hors de la sphère de la politique. Les choses de la terre et donc celles de la politique sont revalorisées et elles sont pensées non plus à partir d'un ordre naturel créé par Dieu mais à partir de l'homme lui-même.*

*2) La limitation du pouvoir de l'Etat passe d'abord par certaines modalités de son organisation interne. Ces modalités sont définies par la théorie constitutionnelle libérale.*

*Le premier principe est celui de la séparation ou de la division des pouvoirs.*

*Cette division des pouvoirs est conçue, par Montesquieu, comme un système propre à faire obstacle au jeu nocif des passions politiques. En pratique, il s'agit d'agencer les pouvoirs de manière à prévenir les abus de pouvoir par le butoir que les uns opposent aux autres. « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, écrit Montesquieu, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » (De l'Esprit des lois). En d'autres termes, il faut créer un rapport de forces favorable à la préservation de la liberté.*

*Le second principe est celui de la suprématie du droit.*

*La liberté est incompatible avec l'arbitraire, elle exige une protection, celle de la règle de droit. La pensée libérale n'a cessé d'insister sur la nécessité de substituer l'obéissance à la loi à la sujétion à des maîtres. Les gouvernants sont eux-mêmes soumis au droit et la Constitution devient la « garantie de la liberté d'un peuple » (Benjamin Constant). Le gouvernement ne doit pas être le gouvernement des hommes au travers des lois mais le gouvernement de règles générales, impersonnelles et justes, ce que l'on nomme *nomocratie* (Bertrand de Jouvenel.)*



**3) La limitation du pouvoir de l'Etat suppose également de restreindre son étendue. Le libéralisme « dépolitise » des pans entiers de l'activité humaine : la religion, la morale et aussi l'économie.**

*C'est Adam Smith qui consacre l'autonomie de l'économie vis-à-vis de la morale et de la politique. Il découvre un ordre autonome, le marché, ou selon son expression le système de la « liberté naturelle », qui a sa logique propre et combine les sentiments des hommes dans le sens de leurs intérêts. Grâce au marché (un système), on peut donc, en se passant à la fois de la vertu et de la contrainte, obtenir une coopération entre les hommes qui de plus assure la prospérité...*

Adam Smith n'enlève pas la moralité ! Il dit que dans la concurrence un homme ne va pas bousculer et jeter à terre son concurrent parce qu'il va être beaucoup trop soucieux de ce qu'il appelle le spectateur, c'est-à-dire en fait l'opinion public. De son point de vue, le capitalisme ne peut jamais devenir sauvagement concurrentiel. Adam Smith parlait d'une époque où les gens se connaissaient à Manchester dans un contexte social et moral. Mais il n'avait pas prévu la férocité actuelle...

*Justement, arrêtons-nous au néo-libéralisme...*

*Au tournant des XIX et XX siècle, le libéralisme fleurit. Mais la guerre de 14-18, la Révolution bolchevique de 1917 et la « Grande Dépression » du début des années 30 ébranlent les économies du monde occidental et sapent la confiance à l'égard des principes libéraux. Les E.U, à l'école de J.M. Keynes, s'engagent durablement dans l'interventionnisme économique. Pendant un demi-siècle, de 1920 à 1970, les valeurs libérales cèdent le pas devant les projets de société dont les pouvoirs publics doivent se faire l'instrument et les sciences sociales le guide (on parle alors de « droits collectifs », d'Etat providence, de planification et d'étatisation, etc.). Résurgence plus que révision du libéralisme, le néo-libéralisme est une réaction contre cette tendance étatiste et collectiviste. Cette réaction se manifeste d'abord autour de la Première Guerre mondiale avec, entre autres, des représentants de l'Ecole autrichienne (Mises, Hayek), ensuite, à partir des années soixante, aux Etats-Unis, avec les « monétaristes »*

*friedmaniens (Ecole de Chicago) et les « nouveaux économistes » de l'Ecole « libertarienne » (Buchanan, Rand, Rothbard, Nozick).*

*Quel rapport entretient ce néo-libéralisme politique avec les fondements de la démocratie ? Quel rôle joue-t-il ?*

Il est destructeur de la démocratie ! Il met les gens hors d'état de fonctionner comme citoyen. Il vide petit à petit la citoyenneté de sa substance. En réalité, le néo-libéralisme se fiche complètement de la démocratie...

*Mais à considérer que le libéralisme soit capable sur le plan théorique de créer des conditions à la fois de justice sociale, de moralité, comment expliquer ce déplacement vers le néo-libéralisme ?*

Le déplacement a été organisé, payé, et accompli essentiellement par un vaste travail idéologique produit par des fondations américaines et des néo-conservateurs. Ces fondations ont été extrêmement stratégiques dans leur façon d'acheter et de diffuser de la pensée. Il faut savoir que ces fondations de droite entre 1982 et 2002 ont dépensé un milliard de dollar sur l'idéologie et les producteurs d'idéologie. Ils ont mis en place une hégémonie culturelle en finançant des « penseurs », des centres de recherches, des chaires universitaires dans le but de produire des plans de législation. Ils ont publié toutes sortes de livres et la stratégie est toujours la même : chaque fois qu'un livre d'un des leurs paraît, ils en achètent immédiatement 30 000 pour qu'il figure sur la liste des best-seller. C'est comme ça que n'importe quel livre est lu par un très grand nombre de personnes, simplement parce qu'il apparaît en haut du box office. Cette stratégie commence à partir des années 60 avec la candidature de Barry Goldwater en 64. Il a perdu les élections contre Lyndon Johnson, mais c'est le point de départ. Il faut par exemple savoir que tout le programme de Reagan sur la dérégulation et la fiscalité avait été écrit avant son élection. Quand il a été élu, on lui a présenté un livre de six cents pages où tous les projets de lois attendaient d'être votés au congrès. Bush continue ce travail et pour ces gens-là, c'est la dérégulation qui prime. C'est bien évidemment une catastrophe écologique, car tout ce qui pouvait protéger un peu l'environnement, empêcher par exemple la

destruction des forêts, ou le forage du pétrole intempestif, a été progressivement abrogé. Actuellement, les négociations à l'OMC se font sur la base d'abandon de toute régulation. « Tu me demandes de n'investir que 49% ? Qu'est-ce que c'est ? Je veux le contrôle total ! Ouvrez votre pays pour que je puisse venir prendre les cerises sur l'arbre et laisser les choses indigestes et sans intérêt que sont vos pauvres ! »

Les républicains comme Rockefeller et dans la tradition de Roosevelt ne se comportaient pas ainsi. Ils étaient plus sociaux, mais ces gens-là ont été complètement évincés par l'argent et le pouvoir...

### *C'est pourtant qu'une poignée de personnes qui a ce contrôle ?*

C'est effectivement quelque chose de très minoritaire. Et c'est pour cette raison qu'ils sont sans pitié. Mais le problème, c'est qu'à gauche, je le répète, ce n'est pas sérieux. On a fait des projets pour les femmes, pour les pauvres, pour les gamins... Tout ça, c'est très bien, mais si la réalisation de ces projets se passe dans un climat de pensée où l'on dit, par exemple, que les femmes et les pauvres n'ont qu'à travailler pour obtenir quelque chose parce qu'au fond ils sont paresseux, eh bien, vos projets ils ne vont pas faire long feu ! Alors maintenant tout le monde trouve que c'est normal... Les américains votent régulièrement contre leurs propres intérêts économiques. Si vous pouvez obtenir par un climat idéologique que les gens votent contre leurs intérêts, qu'ils regardent Fox news et que toute la presse est possédée par cinq ou six groupes, vous en faites ce que vous voulez ou à-peu-près. On a également transféré toute la question de l'élection présidentielle et du choix politique : c'est devenu la politique du corps, le mariage des homosexuels, l'avortement, la recherche sur les cellules de souche, etc. L'élection se décide aujourd'hui sur ce type de questionnement.

C'est un vote qui se fait aussi sur la peur. Faites peur aux gens en leur disant qu'ils sont attaqués, et ils feront alors tout ce que vous voulez ! C'est la chose la plus facile du monde. C'est comme ça que Hermann Göring, à Nuremberg, expliquait la réussite nazie. Avec la peur, vous pouvez prendre le contrôle du pouvoir, et ce, dans tous les systèmes politiques. Dites aux gens : « Nous sommes attaqués ! » Et quiconque n'est pas d'accord avec « nous » devient ce traître. Le

dissident, c'est le traître, celui dont les droits doivent être abrogés parce qu'il n'est pas avec « nous », il n'est pas soudé avec « nous »...

C'est évidemment la situation actuelle aux Etats-Unis. Les Américains n'avaient pas peur comme ça autrefois. Je me souviens de la deuxième guerre mondiale, ce n'était pas du tout la même atmosphère...

*Ce qui me semble intéressant, c'est de reconsidérer le « libéralisme » selon son inspiration première afin d'interroger une situation contemporaine.*

*Reprenons les thèses de Locke et essayons de comprendre :*

*Dans la communauté universelle dont parle Locke « personne n'a originellement de domaine privé excluant le reste de l'humanité ». Le monde a été donné en commun à l'humanité par Dieu et au commencement personne ne possédait rien.*

*Comment un homme en est-il arrivé à avoir une propriété d'une chose quelconque ? C'est la question que se pose Locke.*

*La réponse est que tout homme est propriétaire de sa propre personne et ce droit sur son corps donne le droit à la propriété par le travail du corps sur la nature (§27). Aussi, tout ce que j'enlève à la communauté naturelle (par exemple une pomme que je cueille sur l'arbre) et à quoi je mêle mon travail est à moi « dès lors que ce qui reste suffit aux autres en quantité et en qualité.*

*Chez Locke, la limitation de la propriété est dictée par la nature elle-même. En effet, qu'il s'agisse de nourriture ou de terre, le travail permet le passage à la propriété, mais à la mesure des besoins d'un individu au risque sinon de voir se gâter le stockage éventuel de denrées ou une plantation qui n'a pas pu être récoltée à temps.*

*La question que se pose Locke est alors la suivante :*

*Pourquoi la propriété conduit-elle à des conflits ?*

*La réponse se trouve dans la « monnaie ».*

*Avec elle, dit Locke, je sors du droit naturel par la ruse, puisque je peux en avoir autant que je veux (contrairement à un fruit, je peux stocker l'or durablement sans qu'il se dégrade). Il devient alors légitime d'étendre ses possessions et l'inégalité des propriétés devient l'accompagnement légitime de sa non limitation, source donc de conflits.*

*L'Etat trouve ici sa légitimité en définissant des limites artificielles de la propriété. L'Etat, comme régulateur de conflit, est rendu possible parce que l'état de nature ne peut se réaliser.*

*Au regard des siècles qui ont suivi le siècle de Locke, on peut constater que le libre déploiement de la société civile qu'autorise le droit individualiste n'a pas généré le bien être, mais souvent la pauvreté : la révolution de 1789 se présentait pourtant volontiers au nom de la souveraineté de l'humanité or s'avancant sous le masque de « l'affaire générale », l'Etat représentatif s'est affirmé en fait comme l'instrument souvent violent d'une domination particulière. En effet, l'autorité politique contractualiste dont le but était de conserver les droits naturels et imprescriptibles de chacun, n'a-t-elle pas permis aux plus puissants de bénéficier seuls de ces droits ?*

*Comment expliquez-vous alors ce paradoxe : Le libéralisme en reconnaissant théoriquement des droits imprescriptibles et naturels à l'être humain, tels l'égalité et la liberté, ne s'est-il pas servi de ces droits pour exclure une partie de l'humanité ?*

C'est difficile de répondre à cette question, mais je crois que l'on fait de plus en plus appel à l'individu, à son égoïsme, à l'avarice, à la concurrence entre individus. Et justement à cette politique du corps dont je parlais tout à l'heure. J'étais aux Etats-Unis juste avant la dernière élection et puis également trois semaines après. J'ai aidé des amis à faire le tour de quelques quartiers pour demander aux gens s'ils avaient besoin de transports. Vous savez peut-être qu'aux Etats-Unis, quand vous vous inscrivez sur les listes électorales, vous devez vous signaler comme démocrate ou comme républicain. Vous pouvez également vous classer comme « indépendant » si vous ne voulez pas donner votre couleur politique, mais la plupart des gens donnent une préférence de parti. J'avais donc en ma possession toutes les listes des démocrates. Je me souviens avoir rencontré notamment deux personnes, vivant dans des quartiers pauvres, et elles m'ont dit chacune leur tour : « Non, je suis catholique, et je vais voter pour Bush, parce que je suis contre l'avortement ! » Qu'est-ce que c'est, si ce n'est ici le corps, l'individualisme qui l'emportent sur le reste ! Cette idée a toujours existé, mais elle est aujourd'hui exacerbée, pervertie...

S'agissant du libéralisme à proprement parler, je considère qu'il est un progrès pour l'époque parce qu'il prône la tolérance religieuse, la liberté d'opinions et d'expressions. C'est pourquoi j'insiste beaucoup pour que l'on dise *néo-libéralisme*, car c'est lui qui a évacué toute cette dimension positive.

***Dans quelle mesure, apparaît-il ici clairement qu'une doctrine libérale ne peut se passer d'un interventionnisme fort de l'Etat, notamment dans un soucis d'équité sociale ?***

***Comment comprenez-vous, plus particulièrement à notre époque, que l'Etat se désengage au nom d'une politique libérale alors que cet Etat se trouve être le régulateur des conflits au sein de cette doctrine ?***

L'Etat ne disparaît pas complètement, mais il se réorganise. Cette réorganisation avantage les classes privilégiées, celles qui s'établissent sur le marché financier. Ce n'est pas nouveau. L'Etat n'a jamais été constitué pour servir les intérêts de la majorité ou des plus pauvres, sauf à certains moments très précis dans l'histoire, comme avec le New Deal,<sup>6</sup> même s'il est vrai qu'il peut être interprété comme la reconquête du capitalisme... Mais tout ce que l'on appelle dérégulation aujourd'hui sur le plan national est re-régulé sur le plan d'institution internationales, et même sur le plan national avec telle ou telle visée. En général, on les met en œuvre sur le plan législatif. Donc l'Etat est toujours là, avec sa police, l'armée, l'impôt, etc., mais c'est au niveau de sa captation que l'enjeu est le plus important. Cette captation fait que l'Etat ne disparaît pas, il est au contraire nécessaire pour déréguler et continuer à déréguler encore pour donner beaucoup plus de pouvoirs aux compagnies, aux financiers. L'Etat est là, mais seulement pour les encadrer.

***J'en viens maintenant au dernier terme qui entre dans la définition de la mondialisation, c'est le terme de « processus ».***

---

<sup>6</sup> Le **New Deal** (*Nouvelle donne*) est le nom de la politique interventionniste mise en place à l'instigation du président américain Franklin Delano Roosevelt pour lutter contre la crise économique de 1929. On pensait alors que la crise était causée par une instabilité inhérente au marché, et que l'intervention du gouvernement était nécessaire pour rationaliser et stabiliser l'économie. Le New Deal constitue donc une première expérience d'État-providence aux États-Unis. Divers *programmes* ont été mis en œuvre comme celui de la Farm Security Administration.

*Il est un leurre, selon le philosophe Jan Patočka,<sup>7</sup> de considérer qu'il est possible de penser une humanité en rapport à une solution technologique et économique. Ce que l'on constate plutôt, c'est l'avènement du culte de l'individualisme comme pivot des lois de cette stratégie politique. La vie économique ne connaît alors que l'accumulation de la puissance entre les mains d'individus totalement repliés sur eux-mêmes et dont l'intériorité fermée les empêche d'une moindre écoute à l'égard de la souffrance humaine. En cela, vous rejoignez ce point de vue quand vous dites dans votre livre : « Aucun degré de souffrance humaine, de par lui-même, n'entraînera un changement de politique. »<sup>8</sup> De fait, cette stratégie politique conduit aux figures de la déchéance, car cet égoïsme en ce qu'il est noyé dans une masse centralisée et mécanisée, collectivement, est incapable de penser le caractère singulier, unique de l'humain. Au contraire, l'être humain est effectivement assimilé à un simple processus objectif au sein du gigantisme de la collectivité. Le plan de la vie humaine, sa profondeur, est alors subordonné à l'outil puissant de la technologie et de la science dans une dialectique forcenée et aveugle de volonté de maîtrise toujours plus grande.*

*Intellectuellement, l'idée que l'existence humaine se trouve subordonnée à la réalisation d'un processus idéologique et historique, appelé ici « mondialisation », n'est-il pas le signe distinctif d'un projet totalitaire ?*

Absolument ! C'est tout à fait ça... Il faut prendre ces gens tout-puissants très au sérieux. Et à ce niveau, l'absence de réflexion est très inquiétante. Mon problème, s'il n'était que politique, ne serait pas grave, - c'est une boutade - mais c'est vrai que le problème politique est relativement simple à côté de l'écologie, parce que pour la première fois

---

<sup>7</sup> Philosophe tchèque (1907-77). Étudie la philologie slave, la romanistique et la philosophie à la Faculté des Lettres de l'Université Charles, puis, effectue plusieurs séjours d'études à Paris, à Berlin et à Freiburg, où il fait la connaissance d'E. Husserl, d'E. Fink et de M. Heidegger. La phénoménologie devient alors une des bases de sa philosophie. Il enseigne à la Faculté des Lettres jusqu'en 1949, avant d'être expulsé lors des purges de l'université. Il travaillera alors dans diverses institutions philosophiques plus ou moins marginales, avant de retourner à la Faculté, en 1968. Il en sera à nouveau expulsé en 1971. En 1977, il signe la Charte 77 et devient, avec J. Hájek et V. Havel, l'un de ses premiers porte-paroles. Il est emprisonné sur le champ et meurt dans sa cellule, trois mois plus tard.

<sup>8</sup> S. George, *Un autre monde est possible, si...*, Paris, Fayard, 2004, p.273.

dans l'histoire de l'humanité, cette « connerie » massive – pardonnez-moi l'expression - peut nous conduire à l'anéantissement. Ce ne seront pas quelques îlots de survivants qui porteront la promesse d'une autre civilisation. Non, la situation est très préoccupante, car l'économie telle qu'elle conçue par la quasi totalité des spécialistes est absolument incapable d'intégrer la dimension écologique. C'est très inquiétant !

*Quand on se place dans une perspective de processus, on se confronte toujours à l'idée de fin, c'est-à-dire d'un idéal à atteindre plus tard, quitte à sacrifier quelques personnes au nom de cette visée téléologique, sauf que, là, avec cette façon de penser et d'agir, c'est le « plus tard » qui peut très bien se trouver être sacrifié...*

Pour le marché, effectivement, c'est le présent qui compte. Je le répète.

La mondialisation se présente comme quelque chose d'idéologique, qui veut donner l'impression qu'on va tous être ensemble, qu'on va tous se donner la main, et qu'elle pourra donner ses bienfaits à tous et à toutes. En réalité, c'est tout le contraire. Il y a des centaines de millions de gens qui sont mis sur le bas côté de la route. Ils ne présentent aucun intérêt pour la mondialisation. « Tant pis pour eux ! »

Actuellement, on observe une concentration de richesses au sommet, et la croissance des inégalités s'accroît entre les nations et au sein des nations. Depuis 1975, le processus ne diminue pas. C'est flagrant. Il suffit de se référer au coefficient de Gini <sup>9</sup> dans le monde.

---

<sup>9</sup> **Le coefficient de Gini** est une mesure d'inégalité développée par le statisticien italien. Il est habituellement employé pour mesurer l'inégalité de revenu, mais peut être employé pour mesurer n'importe quelle forme de distribution inégale. Le coefficient de Gini est un nombre entre 0 et 1, où 0 correspond à l'égalité parfaite (où chacun a le même revenu) et 1 correspond à l'inégalité parfaite (où une personne a tout le revenu, et chacun a autrement le revenu nul). **L'index de Gini** est le coefficient de Gini exprimé sous la forme de pourcentage, et est égal au coefficient de Gini multiplié par 100. Tandis que le coefficient de Gini est la plupart du temps employé pour mesurer l'inégalité de revenu, il peut également être employé pour mesurer l'inégalité de richesse. Cette utilisation exige que personne n'a une richesse nette négative.

Tandis que la plupart des nations européennes développées tendent à avoir des coefficients de Gini entre 0,24 et 0,36, les Etats-Unis ont été au-dessus de 0,4 pour les deux dernières décennies, indiquant que les Etats-Unis ont une plus grande inégalité. Employer le Gini peut aider à mesurer des différences en bien-être et politiques et philosophies de compensation. Cependant il devrait considérer que le coefficient de Gini peut être fallacieux une fois utilisé pour faire des comparaisons politiques entre de grands et petits pays.



***Comment s'échapper de cette vision terrifiante de l'homme enchaîné à sa propre machinerie le conduisant à sa perte ? Quelle serait cette profondeur en nous qui répondrait à l'urgence de cette situation ?***

Il faut lutter dans l'établissement des rapports de force.

Je suis pour les alliances, la conscientisation de gens qui pensent que nous pouvons encore agir. Car la grande victoire de ceux qui veulent diriger le monde, c'est d'avoir fait croire aux autres qu'ils ne pouvaient pas lutter. Ils ont fait passer leur idéologie pour un état de nature. « C'est comme ça, on n'y peut rien... » Mais c'est un pur mensonge !

La meilleure manière de lutter, stratégiquement, n'est pas la violence. Au contraire.

A la question d'un journaliste du *Financial Times*, qui me demandait, parlant d'ATTAC, pourquoi ce mouvement s'était levé, j'ai répondu par une boutade en disant : « C'est parce que quelques personnes prennent conscience de l'intolérable... » Les motivations ne m'intéressent pas énormément, mais pour une raison X ou Y, un nombre significatif de gens disent, au regard de leur croyance, de leur souffrance, de tout ce que l'on veut : c'est intolérable !

***Et que vaut le silence de ceux qui ne disent rien ?***

C'est peut-être de la peur. Ou tout simplement, un manque de temps. Survivre prend beaucoup de temps et d'énergie. Ce n'est pas politiquement correct de le dire, mais je crois que les changements vont venir des classes moyennes, c'est-à-dire des classes plutôt privilégiées parce que la précarité qui est une invention pour mettre les gens hors d'état d'agir a fait son chemin. Agir dans ces conditions relève du miracle. C'est quand on a quelques sécurités, quelques réserves que l'on peut agir. Si on est tellement épuisé, ce n'est pas possible. Si on risque de tout perdre, ce n'est pas possible...

---

***Ma dernière question : Existe-t-il une supériorité politique en tant que telle qui serait à même de vaincre la mondialisation de type capitaliste, en référence notamment à une tradition culturelle ?***

Non. Je ne vois pas. Tout le monde a évidemment ses traditions, ses racines, ses référents. Mais ce que l'on vit actuellement est vraiment nouveau, notamment à cause de la manière dont cela s'est organisé avec le réseau, Internet, etc. Il faut créer la structure et la culture, mais est-ce qu'on va être à la hauteur ? Personnellement, je ne crois pas du tout à ce que raconte Antonio Negri sur la « multitude ». <sup>10</sup> Elle correspond un peu à cette notion post-moderne de « people ». Mais je ne vois pas agir cette « multitude » de façon spontanée. Peut-être ai-je tort. Je vois plutôt la possibilité d'une prise de pouvoir fasciste avec le consentement de la majorité dans le but de remettre un certain « ordre ». Mais le côté positif, c'est que si la mondialisation intervient au niveau du capital, elle existe aussi dans les formes sociales. Elles sont certes embryonnaires, sorte de balbutiements, mais manifestent des esquisses de constructions de résistances qui sont aussi mondialisées. C'est faible, mais prometteur. Il y a peu de chance de réussir, mais c'est intéressant... Il faudrait cependant être beaucoup plus sérieux, c'est-à-dire faire ensemble et au niveau mondial quelque chose contre la dette ou les paradis fiscaux, ou contre tel ou tel transnational. Il faut que le mouvement soit une collection d'alliances. Idéalement, cette collection devrait regrouper les syndicats, les petits paysans, les écologistes, les gens de foi (type progressiste), des féministes, des travailleurs, des intellectuels, d'autres partis, d'autres professions, des catégories socio-professionnelles très

---

<sup>10</sup> **Antonio Negri**, né le 1<sup>er</sup> août 1933 à Padoue (Italie), est philosophe et homme politique italien. Dans *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, éd. La Découverte, 2004, faisant suite à *Empire* (éd. Exils, 2000) apparaît une catégorie nouvelle, la « multitude », laquelle ne peut être assimilée à aucune des formes sur lesquelles s'appuyaient traditionnellement les mouvements socialistes. N'équivalant ni au peuple (qui est censé être « un »), ni aux masses (qui englobent les différences), ni à la classe ouvrière (en général assimilée aux travailleurs de l'industrie), la multitude est potentiellement composée, selon une logique qui lui est spécifique, de tous ceux et toutes celles qui, à des degrés divers, participent à une production qui, loin de se limiter à l'économie, a une dimension « sociale » fondamentale, née de ses actions de communication, d'interrelations et d'organisation de la vie. Elle est donc le rassemblement de couches multiples que leur statut social pousse à agir en commun, « tout en maintenant ses différences internes ».

Pour plus d'informations, consultez la revue *Multitudes* à l'adresse suivante : <http://multitudes.samizdat.net/>

différentes... L'idée, ce serait de souder ces énergies entre elles afin de bien préparer les forums sociaux, c'est-à-dire mettre les gens dans des séminaires similaires pour qu'ils se rencontrent, pour qu'ils discutent réellement au lieu d'avoir des panels ou au lieu d'entendre des gens comme moi. Il ne s'agit plus maintenant d'analyser une situation. Il faut décider d'actions, de stratégies... ATTAC est peut-être ce qu'il y a de plus innovateur en terme de philosophie et on commence à s'organiser sur le plan européen. Il y a des chances minimales que l'on gagne, mais il faut persévérer pour rendre la chose possible.

*« Agir comme s'il faisait déjà jour », disait Karl Barth.*<sup>11</sup>

Comme c'est beau ! Oui, comme si tout dépendait de moi...

Je crois aux situations critiques, critiques dans le sens scientifique, où un petit apport dont on ne peut pas juger à l'avance, peut créer un bouleversement majeur dans une structure. Vulgairement, c'est le battement des ailes du papillon... De plus en plus, on démontre ce phénomène sur le plan scientifique où les petites perturbations peuvent avoir des effets majeurs sur des systèmes entiers.

C'est une minuscule espérance qui nous reste...

---

<sup>11</sup> Karl Barth est né à Bâle en 1886, dans une famille de théologiens. Après des études de théologie en Suisse et en Allemagne, il est nommé pasteur. En 1921 il devient professeur de théologie réformée à Göttingen. Dès 1919, il avait publié *Der Römerbrief*, une exégèse de l'Épître aux Romains, ouvrage qui suscitera de nombreuses réactions. En 1932, paraît le premier volume de la *Kirchliche Dogmatik*, (Dogmatique ecclésiale), une oeuvre - inachevée - dont il poursuivra la rédaction jusqu'à la fin de sa vie. La poursuite de cet impressionnant travail de réflexion ne le coupe pas de la réalité de son temps. Barth introduit la théologie au coeur de la vie quotidienne. En 1934, il est le principal auteur de la *Déclaration théologique de Barmen*, texte fondamental d'opposition chrétienne à l'idéologie nazie. Suspendu à cause de son refus de prêter serment au Führer, puis expulsé d'Allemagne, il devient professeur de théologie systématique à Bâle. Il participe à la première assemblée mondiale du Conseil Oecuménique des Eglises à Amsterdam, en 1948 : « N'est-il pas dit que nous devons chercher premièrement le Royaume de Dieu et sa justice. », rappelle-t-il lors de la séance d'ouverture. Pour Barth, la Bible est l'interpellation que Dieu adresse aux hommes. A la fin de sa vie, il participe à la lutte contre la prolifération des armements atomiques. Il meurt à Bâle en 1968.